

33e Session du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe

Débat sur la diversité régionale : « il faut reconstruire l'Europe à partir des régions »

Strasbourg, 19 octobre 2017 -

Partenaires de longue date du Congrès pour la promotion de la coopération et de la démocratie régionales, les organisations et associations européennes régionales peuvent contribuer à rapprocher les citoyens d'une Europe souvent perçue comme trop lointaine. C'est ce qu'a montré, jeudi 19 octobre, un débat organisé par la Chambre des Régions sur le rôle de ces structures.

Les régions européennes mènent des activités concrètes et pragmatiques pour répondre aux besoins quotidiens des citoyens, a déclaré le président de l'Association européenne des Régions (ARE), Magnus BERNTSSON, mais elles doivent « mieux leur expliquer l'Europe ». Cette mission de « rapprochement » entre les citoyens et l'Europe incombe aussi aux associations européennes de régions, lesquelles permettent en outre de construire des passerelles entre les créateurs de projets et les investisseurs.

De plus, a-t-il poursuivi, la coopération interrégionale et la démocratie régionale peuvent souvent « réussir là où la démocratie nationale échoue ». L'ARE, qui publie tous les cinq ans un état de la régionalisation en Europe, s'inquiète toutefois de certains reculs qu'elle a constatés dans ce domaine. Mr BERNSTTON a rappelé, par ailleurs, la vitalité des programmes de travail que l'ARE mène avec le Congrès, et qui viennent d'ailleurs d'être redéfinis pour les deux années à venir.

Stefan August LÜTGEMAU, directeur de Foster Europe, Fondation pour des régions européennes plus fortes, déplore quant à lui que l'Europe « n'arrive plus à convaincre » les citoyens et soit perçue avant tout comme un simple outil de transferts financiers. Les taux de participation très bas aux élections européennes, dans plusieurs pays, illustrent bien cette désaffection. Il estime au contraire que l'Europe peut trouver un souffle nouveau et « se recréer à partir des régions », lesquelles, proches des citoyens, devraient toutefois bénéficier d'une plus grande légitimité démocratique. Selon lui, la coopération interrégionale est une « alternative à la sclérose de l'Europe » ; il plaide pour des régions plus fortes et plus démocratiques, capables de promouvoir à la fois l'union et la diversité.

Les Etats se méfient ils des régions ?

Intervenant lors du débat, Giuseppe BOSCHINI (Italie, SOC), a toutefois relevé que les Etats ne voient pas toujours la coopération interrégionale d'un très bon œil, car ils craignent d'être affaiblis par cette dernière. « Nous devons montrer au contraire que l'Europe des régions ne s'oppose pas aux Etats », a-t-il souligné, avant de rappeler qu'il

est « plus dangereux de limiter l'autonomie que de la développer ». Sa région, l'Emilie Romagne, vient ainsi de signer avec l'Etat italien un accord de renforcement de son autonomie, qui s'est fait « sans référendum ni tensions ».

Irène DOUROU (Grèce, SOC) observe elle aussi que « les gouvernements centraux se méfient des régions », comme le montre la crise actuelle en Catalogne. Elle appelle les régions « à la prudence », et redoute que les revendications légitimes d'autonomie régionale ne viennent finalement alimenter des mouvements politiques qui affaibliraient les politiques régionales en Europe.

Anna MAGYAR (Hongrie, PPE/CCE) a insisté sur l'importance de la coopération transfrontalière entre les collectivités régionales, surtout des pays voisins. Elle a notamment cité l'exemple de la coopération entre les collectivités hongroises, serbes et roumaines.

Les régions doivent être plus visibles dans le monde politique

Herwig VAN STAA (Autriche PPE/CCE) constate néanmoins que même s'il a donné une réelle impulsion aux politiques régionales en Europe, le Congrès n'a pas pu obtenir la création d'une Charte européenne de l'autonomie régionale, mais uniquement celle d'un « cadre de référence » non contraignant. Passant en revue l'ensemble des institutions oeuvrant en Europe au niveau régional, il a regretté d'y voir trop peu de dirigeants politiques ou de présidents de régions, et les a invités à y être plus présents et plus visibles, condition sine qua non d'une meilleure prise en compte politique. Un point de vue partagé par la présidente de la Chambre des régions, Gunn Marit HELGESEN (Norvège, PPE/CCE) qui, rappelant que les membres de la Chambre sont aussi les ambassadeurs des régions, a souligné qu'une Europe forte passe par des instances locales et régionales fortes et impliquées.

Enfin, répondant à la question d'un « délégué jeune » suédois sur la plus-value que peuvent apporter les politiques régionales dans un domaine comme celui de la santé, Magnus BERNTSSON a rappelé que l'ARE s'est dotée d'un comité thématique sur ce thème, et encourage notamment le développement de la « santé électronique » (e-health) au niveau des régions.